

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché à procédure adaptée

établi en application des dispositions des articles L. 2300-1 et suivants du livre III du code de la commande publique au titre des « marchés de défense ou de sécurité »

DOSSIER N° DAF_2025_001765

ATTENTION : Réponse électronique obligatoire (toute offre papier sera rejetée, en dehors de la copie de sauvegarde éventuelle)

Si vous ne disposez pas d'un certificat de signature électronique, attention de prendre en compte le délai d'obtention de ce certificat (15 jours à 21 jours).

AUCUNE SIGNATURE N'EST CEPENDANT REQUISE POUR LE DÉPÔT DE VOTRE OFFRE.

Nom et adresse de l'organisme acheteur :

Ministère des Armées Service du commissariat des armées Plate-forme affrètement et transport Division achats Bureau achats affrètement et transport n° 1	Adresse : Base aérienne 107 Route de Gisy 78 129 Vélizy-Villacoublay pfat.ach.fct@intradef.gouv.fr
Adresse plateforme des achats de l'État : www.marches-publics.gouv.fr	

Objet du marché	Prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage dans le cadre de la formation, de l'entraînement et de la préparation opérationnelle du personnel parachutiste de l'armée de Terre dans le département des Pyrénées-Atlantiques.
Codes nomenclature CPV	60424000-6 Location de matériel de transport aérien avec équipage
Date et heure limite de remise des plis	16 FÉVRIER 2026 À 09H00.00 ¹

¹ Conformément à la jurisprudence constante du conseil d'État (28 décembre 2018, société Numéricable, n° 1803328, 30 avril 2013, n° 1302547), le respect des dates et horaires de l'ensemble des pièces et documents du dossier doivent avoir été effectué avant 09H59.59. Un début de téléchargement ou partie du téléchargement réalisé à 10H00.00 est hors délai.

SOMMAIRE

I.	DESCRIPTION DU MARCHÉ	3
	A. Nature, forme du besoin et protection du secret	3
	B. Allotissement	3
	C. Variantes	3
II.	EXÉCUTION	4
III.	DOSSIER DE CONSULTATION	4
	A. Contenu du dossier de consultation	4
	B. Demande de renseignement complémentaire	4
IV.	REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE	5
	A. Le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME)	5
	B. Formulaires DC1 / DC2	6
	C. Sélection des candidats	6
V.	CONTENU DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE	6
	A. Contenu du dossier de candidature	6
	B. Contenu du dossier d'offre	8
VI.	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	8
VII.	NÉGOCIATIONS	9
VIII.	CRITÈRES DES OFFRES	9
	A. Critères	9
	B. Détermination de la meilleure offre	11
	C. Règle des arrondis	11
IX.	ÉLÉMENTS DEMANDÉS À L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI ET SIGNATURE DU MARCHÉ..	11
	A. Documents à signer par l'attributaire pressenti	11
	B. Documents à transmettre par l'attributaire pressenti	11
X.	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	11
	ANNEXE N° 1 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS ET MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	13
	ANNEXE N° 2 – DÉCLARATION SUR L'HONNEUR – ABSENCE DE PARTICIPATION RUSSE	18
	ANNEXE N° 3 – SCÉNARIO DE COMMANDE DE RÉFÉRENCE	19
	ANNEXE N° 4 – CADRE DE RÉPONSES TECHNIQUES POUR LE LOT N° 1	20
	ANNEXE N° 5 – CADRE DE RÉPONSES TECHNIQUES POUR LE LOT N° 2	21
	ANNEXE N° 6 – TRAME DU MÉMOIRE TECHNIQUE	22

I. DESCRIPTION DU MARCHÉ

A. Nature, forme du besoin et protection du secret

Nature :

Travaux ☐

Fournitures ☐

Services ☒

Forme :

☐ Marché public

☐ Marché simple

☐ Marché à tranches

☒ Accord-cadre

☐ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaire

☒ donnant lieu à des bons de commande

☐ donnant lieu à :

☐ Marchés subséquents simples

☐ Marchés subséquents à tranches

☐ Accords-cadres à bons de commande

Protection du secret :

☒ Marché non-protégé

☐ Marché sensible au sens de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

☐ Marché avec accès à des informations et supports classifiés (ISC)

☐ Marché avec détention d'informations et supports classifiés (ISC)

☐ Marché avec accès à des informations et supports protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

☐ Marché avec détention d'informations et supports protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

☐ Mention Spécial France (dont la divulgation des informations est strictement réservée aux seuls ressortissants français au sens de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021)

B. Allotissement

Le marché est alloti en deux lots définis comme suit :

- lot n° 1 : prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage au profit de l'école des troupes aéroportées (ETAP) implantée dans le département des Pyrénées-Atlantiques (l'avion doit pouvoir embarquer jusqu'à 10 parachutistes) ;

- lot n° 2 : prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage au profit de l'école des troupes aéroportées (ETAP) et du commandement des actions spéciales - Terre (CAS-T) implantés dans le département des Pyrénées-Atlantiques (l'avion doit pouvoir embarquer jusqu'à 18 parachutistes).

C. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

II. EXÉCUTION

Le lieu d'exécution est indiqué à l'article 6.1. du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent marché.

La durée d'exécution est indiquée à l'article 2.4. du CCAP.

III. DOSSIER DE CONSULTATION

A. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) transmis aux candidats comporte :

- le présent règlement de la consultation et ses six (6) annexes ;
- l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) et ses deux (2) annexes, le cas échéant (une grille tarifaire par lot) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses trois (3) annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses deux (2) annexes.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible immédiatement et gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (**Référence acheteur public : DAF_2025_001765**). Aucun dossier de consultation en version papier ou support électronique ne sera fourni.

L'administration ne saurait être engagée par des documents non téléchargés sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE). Les soumissionnaires sont invités, pour télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), à s'identifier sur la plateforme. En cas de téléchargement anonyme, ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers, etc.).

Les candidats ayant des difficultés à se connecter sur la présente consultation sur la plateforme des achats de l'État sont invités à consulter la foire aux questions (FAQ), puis le cas échéant, créer un ticket sur la PLACE en renseignant un formulaire.

L'administration est libre d'apporter des modifications aux éléments de consultation au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite de remise des plis. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels de la consultation.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de réception des offres.

B. Demande de renseignement complémentaire

Pour toutes questions ou renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser une demande écrite sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse <http://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard **dix (10) jours** calendaires avant la date limite de remise des candidatures indiquée en page de garde du présent document.

Le formalisme de ces questions sera le suivant :

Date	Nom du document (RC-annexe n°...)	Page	Article	Question

L'administration appelle la vigilance des candidats sur le soin et la qualité à apporter à la rédaction de ces questions.

L'administration répondra au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite de remise des plis.

IV. REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les opérateurs économiques ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature soit par le formulaire électronique du Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), soit par les formulaires DC1/DC2.

A. Le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME)

1. Présentation

Le document unique de marché européen (DUME ou ESPD en anglais) est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, prévue par les directives de 2014 relatives aux marchés publics et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne permettant de candidater à un marché public.

Certains éléments standards de la candidature sont récupérés via le formulaire « DUME » à saisir sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr, complétés éventuellement par des documents de candidature spécifiques demandés dans le présent règlement.

Le service « DUME » est accessible à tous les opérateurs économiques de l'Union Européenne. Il permet donc de candidater à n'importe quel marché dans toute l'Union Européenne avec le même document.

Les candidats non éligibles (sociétés de nationalité étrangère hors Union Européenne) déposent leur candidature via les formulaires DC1/DC2 ou le formulaire DUME papier, et les sous-traitants déposent un DC4 (téléchargeable sur : <http://www.economie.gouv.fr>).

2. Dossier de candidature au moyen du formulaire « eDUME »

Les opérateurs économiques sont obligés de recourir à une transmission électronique sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr>.

Les candidats éligibles ont la possibilité de renseigner les aspects administratifs de la candidature sur un seul formulaire, un seul formulaire pour plusieurs lots le cas échéant.

Le candidat peut créer un eDUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire et en répondant à toutes les questions, à partir de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer>

Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacité(s) d'un autre opérateur économique doit fournir pour chacune des entités concernées un formulaire eDUME distinct.

Les candidats peuvent ajouter des pièces jointes.

Le DUME devra être complété par une personne habilitée à engager la société.

3. Précisions sur les modalités de saisie du DUME

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'État membre du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris aux articles du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2^{ème} paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV ; les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur. Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

4. Lots multiples

Lorsque les marchés sont divisés en lots et que les critères de sélection des candidatures varient selon les lots, un formulaire DUME doit être rempli pour chaque lot (ou pour chaque groupe de lots partageant les mêmes critères de sélection).

5. Groupement ou sous-traitance

Si un groupement d'entreprises candidate à la procédure via un formulaire DUME, il est nécessaire que chaque cotraitant remplisse un formulaire DUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.

B. Formulaires DC1 / DC2

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC1 (lettre de candidature) dans sa version en vigueur disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>, dûment complété dans son intégralité et daté par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
- le formulaire référencé DC2 (déclaration du candidat) dans sa version mise à jour disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat> ou document équivalent reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous. Ce document doit être dûment complété dans son intégralité et daté par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement (un formulaire DC2 par membre du groupement).

Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) ou document équivalent dûment rempli et daté par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coût d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (pour les sous-traitants, le formulaire DC1 n'est pas à fournir).

C. Sélection des candidats

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-après seront retenus.

V. CONTENU DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE

A. Contenu du dossier de candidature

Au titre de la candidature, seront notamment appréciés les capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières du candidat qui doivent être manifestement suffisantes pour l'exécution du marché. Les critères de sélection des candidatures ne varient pas selon les lots.

Les documents à fournir au titre de la candidature sont :

- formulaire de candidature (DUME ou DC1/DC2).

Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- pour les sociétés françaises, le numéro unique d'identification prévu par l'article 3 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant ;
- pour les sociétés étrangères, l'inscription au registre professionnel ;
- la déclaration sur l'honneur d'absence de participation russe dûment complétée et datée conformément à l'annexe n° 2 du présent règlement de la consultation.

Au titre de la capacité économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles) / l'outil d'appréciation des capacités économiques et financières conformément à l'annexe n° 6 du présent règlement de consultation ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Au titre de la capacité technique et professionnelle :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat.

Ainsi que, tout document que le candidat juge utile pour analyser ses capacités techniques, professionnelles et financières.

Les documents doivent être déposés en pièces libre sur PLACE au moment du dépôt du pli. Les pièces doivent être individualisées sans regroupement dans un fichier unique et le candidat est tenu d'identifier de manière explicite chaque document.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatifs aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

Cas d'un groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, une seule lettre de candidature (formulaire DC1) par groupement est demandée et chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

B. Contenu du dossier d'offre

Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) renseigné par une personne habilitée à engager la société, et son/ses annexes financières complétées (grille tarifaire), soit une grille tarifaire par lot proposé. L'acte d'engagement ne doit faire apparaître qu'un seul titulaire ;
- le cadre de réponses techniques (CRT) par lot proposé et conformément aux annexes du présent règlement de consultation, l'annexe n° 4 pour le CRT du lot n° 1 et l'annexe n° 5 pour le CRT du lot n° 2 ;
- le mémoire technique détaillé qui précise l'offre technique du candidat (CRT) et qui contient tous les éléments demandés dans le(s) CRT en fonction du/des lots pour lequel le soumissionnaire fournit une offre ainsi que toute information utile que le soumissionnaire souhaite communiquer à l'administration. Le mémoire technique doit être rédigé suivant la trame jointe en annexe n° 6 au présent règlement de la consultation. Le mémoire technique regroupe l'ensemble des lots proposés ;
- l'annexe n° 2 au CCTP précisant, conformément au CRT du lot, les plateformes identifiées par le titulaire ;
- délégations de pouvoirs des personnes habilitées à engager la société. Il conviendra de fournir les délégations de pouvoirs idoines, si le signataire de l'acte d'engagement est différent de celui désigné lors de la candidature. La délégation de pouvoirs doit être en cours de validité ;
- un relevé d'identité bancaire.

La/les grilles tarifaires et le(s) cadre(s) de réponses techniques doivent être renseignés en totalité et ne faire l'objet d'aucune réserve sous peine d'irrégularité de l'offre. De même, toute modification apportée à l'un ou l'autre des documents constitue un motif d'irrégularité.

Aucune indication du montant ne doit apparaître dans le(s) cadre(s) de réponses techniques ou le mémoire technique.

Au stade du dépôt de l'offre, la signature de l'acte d'engagement n'est pas exigée.

Cependant, les candidats sont invités à signer leur offre dès la remise de leur dossier s'ils disposent d'une clef de signature électronique.

Il est par ailleurs interdit au candidat de formuler des réserves dans son offre ou de modifier les documents du dossier de consultation des entreprises.

Les offres sont valables **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

VI. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les conditions de remise des plis figurent à l'annexe n° 1 du présent règlement de la consultation.

VII. NÉGOCIATIONS

L'acheteur fait le choix de recourir à la négociation.

Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations.

L'acheteur négociera avec les trois (3) meilleurs soumissionnaires. Ces soumissionnaires seront déterminés à l'issue de l'analyse financière et technique des offres reçues sur la base des critères énoncés à l'article VIII. ci-dessous.

Les négociations pourront se faire, de façon non exclusive, par échange de courriers/courriels et/ou réunions dans les locaux de la PFAT de Vélizy-Villacoublay. Elles porteront aussi bien sur les aspects financiers que techniques.

Plusieurs tours de négociation sont possibles. Les trois (3) soumissionnaires précités seront invités à participer à chacun des tours de négociation.

À l'issue de chaque tour de négociation, chacun des trois (3) soumissionnaires précités sera invité à présenter une nouvelle offre.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

VIII. CRITÈRES DES OFFRES

A. Critères

Les critères seront appliqués aux offres qui ne sont pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 tels que cités par l'article L 2352-1 du code de la commande publique, R. 2152-1 et R. 2152-2 en application des dispositions de l'article R. 2352-1 du code de la commande publique.

Les offres recevables seront évaluées, pour chaque lot, suivant la méthode suivante :

1. Critère financier (75 points)

Le critère financier de l'offre est noté sur 75 points.

L'offre financière du soumissionnaire est appréciée selon le scénario de commande de référence pour l'achats d'heures de vol fourni en annexe n° 3 au présent règlement de la consultation, établi sur la base du besoin estimé du MINARM, et en application des prix unitaires HT de l'heure de vol proposés par le soumissionnaire dans la grille tarifaire de chaque lot.

L'offre la plus basse obtient la note maximale de 75 points.

Les autres offres sont notées selon la formule suivante :

$$\text{Note du critère financier (F)} = \frac{\text{montant de l'offre la plus basse}}{\text{montant de l'offre du soumissionnaire noté}} \times 75$$

Avec montant de l'offre du soumissionnaire noté = offre financière du soumissionnaire en application du scénario de commande de référence (annexe n° 3 du RC).

2. Critère technique (25 points)

Le critère technique de l'offre, noté sur 25 points, est apprécié sur la base des sous-critères ci-dessous :

Sous-critère 1 : Présence d'avertisseurs lumineux en tranche arrière	2,5 points
Sous-critère 2 : Présence d'un éclairage de soute en tranche arrière	2,5 points
Sous-critère 3 : Mesures prises par le soumissionnaire ou le constructeur dans le cadre de la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO ₂)	10 points
Sous-critère 4 : Mesures prises par le soumissionnaire ou le constructeur dans le cadre de la réduction des émissions d'oxyde d'azote (NOx)	5 points
Sous-critère 5 : Mesures prises par le soumissionnaire ou le constructeur dans le cadre de la réduction du bruit	5 points

Pour les sous-critères 3 à 5, le titulaire précise, dans son mémoire technique, les actions qu'il entend mener dans le cadre du développement durable en indiquant, pour chaque sous-critère, les optimisations ou solutions environnementales prises :

Objectifs des sous-critères	Solutions proposées
Sous-critère 3 : Efficacité énergétique et émissions de CO ₂	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Consommation de carburant : privilégier un seuil de consommation de carburant par passager et par kilomètre ou une moyenne en litres par heure de vol. Favoriser les avions qui consomment moins de carburant, ce qui réduit les émissions de CO₂. ➔ Technologie et performances environnementales : privilégier les avions dotés de moteurs plus récents et efficaces en termes de consommation de carburant, contribuant à une réduction des émissions de dioxyde de carbone et autres polluants atmosphériques. ➔ Émissions directes de CO₂ : définir un seuil d'émissions par vol ou un objectif de réduction des émissions par rapport à un niveau de référence.
Sous-critère 4 : Réduction des émissions de NOx (oxydes d'azote)	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Réduction des émissions de NOx (oxydes d'azote) ➔ Technologie de réduction des émissions de NOx : privilégier des avions conformes aux normes strictes en matière d'émissions d'oxydes d'azote (NOx), qui sont responsables de la pollution atmosphérique locale et des pluies acides. ➔ Utilisation de carburants durables : encourager l'utilisation de carburants d'aviation durable (SAF) qui émettent moins de gaz à effet de serre que les carburants fossiles traditionnels.
Sous-critère 5 : Impact sonore (pollution sonore)	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Réduction des nuisances sonores : favoriser les avions répondant aux normes internationales sur les niveaux sonores (comme celles de l'OACI). Les appareils plus silencieux ont un impact environnemental moindre, surtout lors de l'atterrissage et du décollage près de zones habitées. ➔ Certification acoustique : Privilégier les avions disposant d'une certification acoustique démontrant un faible impact sonore.

La note du critère technique (T) est la somme des notes obtenues pour chacun des sous-critères techniques.

B. Détermination de la meilleure offre

Les offres seront classées dans l'ordre décroissant en fonction de la note globale obtenue pour chaque offre.

Le candidat retenu est celui ayant reçu la meilleure note globale, après addition des notes obtenues dans les différents critères selon la formule suivante :

Note totale (sur 100) = note du critère financier (F) + note du critère technique (T)

En cas d'égalité de notes globales entre plusieurs offres, le classement est déterminé en faveur de l'offre ayant obtenu la meilleure note au critère financier.

C. Règle des arrondis

Les calculs pour chacune des notes (NT et NF) seront effectués avec, au maximum, deux (2) décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

IX. ÉLÉMENTS DEMANDÉS À L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI ET SIGNATURE DU MARCHÉ

A. Documents à signer par l'attributaire pressenti

Seul l'attributaire pressenti est tenu de signer les documents suivants :

- L'acte d'engagement et son/ses annexes signés par une personne habilitée à engager la société, accompagné le cas échéant, de la délégation l'habilitant.

Dans un souci de simplification de la procédure, l'attributaire aura la possibilité de signer électroniquement le marché dans les conditions décrites à l'annexe n° 1 « II- Modalités de signature électronique ».

Les modalités de transmission électronique des documents sont mentionnées à l'annexe n° 1 « I- Conditions de remise des plis ».

B. Documents à transmettre par l'attributaire pressenti

L'attributaire pressenti doit transmettre les documents suivants, préalablement à la notification du marché :

- une attestation de régularité fiscale et sociale datant de moins de six (6) mois ;
- une attestation de vigilance URSSAF datant de moins de six (6) mois ;
- une attestation de responsabilité civile en cours de validité.

L'attributaire pressenti dont l'offre a été classée en première position dispose de **cinq (5) jours** calendaires pour transmettre les documents demandés. Passé ce délai, son offre est susceptible d'être rejetée et le soumissionnaire classé en deuxième position peut être sollicité en vue de transmettre ces documents. Cette opération est susceptible d'être renouvelée jusqu'à épuisement des soumissionnaires classés.

X. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte du marché est l'euro.

ANNEXE N° 1 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS ET MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

I- CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La date et l'heure limite de réception des plis sont fixées en première page du présent dossier de consultation.

L'administration impose de recourir à une transmission électronique sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr – DAF_2025_001765 pour la remise des plis.

La transmission d'une offre ne doit pas se faire *via* la messagerie sécurisée en réponse à un message mais *via* le dépôt d'une offre qui comprend le chiffrage de l'ensemble des documents transmis et avec la réception quasi immédiate d'un accusé de réception.

Néanmoins, les opérateurs économiques ont la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des plis. L'administration préconise l'utilisation de la copie de sauvegarde pour la remise de plis de grande capacité numérique.

Cette copie sera ouverte dans les conditions fixées à l'annexe n° 6 du code de la commande publique.

A. Transmission électronique

En vertu des dispositions de l'article R. 2332-3 du code de la commande publique, le RPA impose la transmission des offres par voie électronique. Par conséquent, tout mode de transmission autre que celui imposé par le RPA entraînera le rejet de l'offre. La remise du pli sur support physique électronique (clé USB) est interdite.

1. Modalités de téléchargement

Les opérateurs économiques téléchargent les documents de la consultation sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr. Ceci s'effectue soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

2. Transmission des dossiers

Les opérateurs économiques peuvent dès le stade de la remise des dossiers :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des marchés de la commande publique ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la plate-forme des achats de l'État www.marches-publics.gouv.fr).

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur, le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plate-forme des achats de l'état accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr> via les portails www.achats.defense.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr>.

Le mode de réponse possible est une réponse expresse permettant à l'utilisateur de déposer son pli sous la forme de fichier ZIP.

1. Pour être informés des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la plate-forme des achats de l'État (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

2. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique (candidature et offre constitués des éléments énumérés dans le présent règlement de la consultation), il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète. Le double envoi d'un pli par voie postale et par voie dématérialisée n'est pas autorisé. Dans ce cas les deux plis sont considérés comme non recevables et rejetés. De plus, conformément à la réglementation, sauf stipulation contraire, **les plis envoyés sous format papier sont rejetés.**

3. Les documents transmis doivent être compressés. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidature et offre) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve par ailleurs la possibilité de rejeter l'offre du soumissionnaire s'il était dans l'impossibilité de lire les documents reçus dans des formats différents.

L'attention est attirée sur le temps nécessaire au chiffrement des documents, notamment lorsque ces documents sont stockés sur un serveur partagé.

Si plusieurs plis sont successivement transmis par le même soumissionnaire sous forme dématérialisée dans les délais de remise des plis, le dernier envoi parvenu dans les délais annule et remplace, le ou les précédents envois.

Les soumissionnaires trouveront sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la PLACE.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme, notamment un module d'autoformation et une foire aux questions (FAQ). Une assistance téléphonique (du lundi au vendredi entre 09h00 et 19h00) est mise à la disposition des soumissionnaires au 08 20 20 77 43 pour toute difficulté sur la plateforme PLACE.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Détection d'un programme malveillant dans les documents électroniques

Les soumissionnaires doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Il est conseillé aux soumissionnaires de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Tout document électronique comportant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire concerné en est informé dans les conditions de l'article 2381-1 du code de la commande publique.

B. Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires qui effectuent une transmission électronique peuvent envoyer au RPA une copie de sauvegarde. L'offre sera remise :

- pour la partie financière : un (1) exemplaire sur support informatique ;
- pour la partie technique : un (1) exemplaire sur support informatique ;

sous enveloppe cachetée, selon les dispositions définies ci-après.

L'enveloppe sera adressée sous simple enveloppe revêtue impérativement des mentions suivantes :

- Numéro de dossier : **DAF n° 2025_001765_MAPA PARA**
- Objet : **Prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage dans le cadre de la formation, de l'entraînement et de la préparation opérationnelle du personnel parachutiste de l'armée de Terre dans le département des Pyrénées-Atlantiques**

- Le nom et l'adresse du candidat
- Et porter la mention « Ne pas ouvrir – Copie de sauvegarde ».

L'enveloppe devra avoir été réceptionnée avant la date et heure limite fixées en première page du présent règlement de la consultation.

L'enveloppe devra être transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et heure de leur réception et de garantir la confidentialité,

- en **recommandé avec accusé de réception postal** à l'adresse suivante :

Ministère des Armées
Service du commissariat des Armées
Plate-forme affrètement et transport
Division achats
Bureau achats affrètement et transport n° 1
Base aérienne 107 – Zone aéronautique
Route de Gisy
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

- ou remise contre récépissé de remise d'offre (*pour les transporteurs y compris Chronopost*), du lundi au jeudi de 09h00 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 et le vendredi de 09h00 à 11h30 et de 13h30 à 15h00, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le contenu du pli unique comportera les éléments relatifs à la candidature et l'offre.

Les soumissionnaires sont informés que si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par le RPA.

1. Cas d'ouverture de la copie de sauvegarde

Elle ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. A condition qu'elle soit parvenue dans les délais, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des offres.

La réception d'une copie de sauvegarde contenant un virus entraîne le rejet de celle-ci.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, les documents reçus par voie électronique ne doivent pas être utilisés. Dans ces conditions, la copie de sauvegarde se substitue aux documents initiaux. Elle devient l'offre principale, qui se substitue complètement aux documents arrivés hors délai ou qui n'ont pas pu être ouverts.

2. Absence d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde n'est pas ouverte :

- lorsque l'acheteur public mène, avec succès, la procédure dématérialisée ;
- lorsque la copie de sauvegarde parvient à l'administration hors délai. Le rejet d'une copie de sauvegarde parvenue à l'acheteur public après expiration du délai de remise des offres n'implique aucunement le rejet de l'offre elle-même, si cette dernière a été reçue par l'acheteur public dans les délais prévus par l'avis de publicité.

En aucun cas, la copie de sauvegarde ne doit être ouverte pour absence de signature électronique d'un document qui en requiert une, puisque la transmission électronique s'est déroulée avec succès.

II- MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Rappel : la signature de l'offre n'est pas imposée au titre de la remise de l'offre, mais est nécessaire à la conclusion du marché avec l'attributaire pressenti.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des marchés de la commande publique en vigueur, les opérateurs économiques doivent respecter les conditions relatives au certificat de signature du signataire, et à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

A. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature électronique doit entrer dans au moins l'une des deux catégories suivantes :

- certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS) ;
- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, aucun justificatif n'est à fournir.

2^e cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

L'opérateur économique doit transmettre gratuitement à l'acheteur tout document permettant de vérifier la validité de sa signature et l'intégrité des pièces fournies.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification, etc.). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

B. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

L'opérateur économique utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : L'opérateur économique utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, aucun mode d'emploi (ou information) n'est à fournir.

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES (dans ce dernier cas, veiller à ne pas cocher l'option « verrouiller le document après signature » en fin de procédure). **Les candidats sont invités à privilégier le format PAdES ;**
- 2) permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, **gratuitement**.

Dans ce cas, l'opérateur économique indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

➤ le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, *etc.*). La fourniture d'une notice en français est souhaitée (le cas échéant une traduction en français) ;

➤ le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, *etc.*).

En cas de difficultés sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 08 20 20 77 43. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse : place.support@atexo.com.

ANNEXE N° 2 – DÉCLARATION SUR L'HONNEUR – ABSENCE DE PARTICIPATION RUSSE
(annexe jointe au format WORD au présent règlement de la consultation)

ANNEXE N° 3 – SCÉNARIO DE COMMANDE DE RÉFÉRENCE

L'offre financière du soumissionnaire est appréciée, pour chaque lot, selon le scénario de commande de référence établi ci-dessous sur la base du besoin estimé du MINARM pour la durée initiale du marché, à savoir deux (2) mois et en application des prix unitaires HT de l'heure de vol proposés par le soumissionnaire dans la grille tarifaire correspondante pour chaque lot :

- **pour le lot n° 1 : 80 heures de vol de jour** (sans distinction de prix entre les jours ouvrés et les jours non ouvrés/fériés).

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire propose **un prix unitaire HT de l'heure de vol de jour** qui varie en fonction des jours ouvrés et des jours non ouvrés/fériés, la moyenne de ces deux prix unitaires HT de **l'heure de vol de jour** ainsi proposés sera prise en compte pour déterminer le montant de son offre ;

- **pour le lot n° 2 : 138 heures de vol de jour (sans distinction de prix entre les jours ouvrés et les jours non ouvrés/fériés) + 18 heures de vol de nuit** (sans distinction de prix entre les jours ouvrés et les jours non ouvrés/fériés).

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire propose **un prix unitaire HT de l'heure de vol de jour ou de nuit** qui varie en fonction des jours ouvrés et des jours non ouvrés/fériés, la moyenne de ces deux prix unitaire HT de **l'heure de vol de jour ou de nuit** ainsi proposés sera prise en compte pour déterminer le montant de son offre.

Le calendrier de principe d'activités établi par semaine ci-dessous est donné à titre indicatif et ne saurait, en tout état de cause, engager l'administration. Dans la mesure du possible, les opérateurs sont invités à fournir des aéronefs en cohérence avec cette programmation :

		Aéronef 5 à 10 places		Aéronef 11 à 18 places	
		JOUR	NUIT	JOUR	NUIT
2026/S10	ETAP	10*		12	2
	CAST			0	0
2026/S11	ETAP	10		12	2
	CAST			0	0
2026/S12	ETAP	10		0	0
	CAST			22	0
2026/S13	ETAP	10		0	0
	CAST			22	3
2026/S14	ETAP	10		12	2
	CAST			0	0
2026/S15	ETAP	10		12	2
	CAST			0	0
2026/S16	ETAP	0		0	0
	CAST			22	3
2026/S17	ETAP	10		12	2
	CAST			0	0
2026/S18	ETAP	10		12	2
	CAST			0	0
Total		80		138	18

*exprimé en heure de vol

ANNEXE N° 4 – CADRE DE RÉPONSES TECHNIQUES POUR LE LOT N° 1
(annexe jointe au format Excel au présent règlement de la consultation)

ANNEXE N° 5 – CADRE DE RÉPONSES TECHNIQUES POUR LE LOT N° 2
(annexe jointe au format Excel au présent règlement de la consultation)

ANNEXE N° 6 – TRAME DU MÉMOIRE TECHNIQUE

(annexe jointe au format WORD au présent règlement de la consultation)